

Décompositions et recompositions du lien social

A l'heure où le salariat s'est précarisé, où la démocratie est malade du chômage, où s'exacerbent des racismes et des discriminations à l'égard de minorités, à l'égard des "pauvres" et des "précaires", nous sommes contraints de lutter contre toute forme de cécité intellectuelle en rendant compte de la complexité des phénomènes de décomposition et de recomposition sociale, et surtout en refusant de se résigner à une vision désenchantée du monde.

Aujourd'hui la démocratie est de plus en plus inégalitaire du fait que la participation à la décision est assurée à un nombre toujours moins grand de citoyens. Toute la question est de voir alors, dans une démocratie inégalitaire, comment des espaces intermédiaires assurent ou une interpénétration plus étroite de la société civile avec l'Etat et le marché, en nous rappelant que l'accès à l'espace public contient la question du conflit et de l'échange social.

L'espace public est devenu une véritable arène vassalisée par le pouvoir au sein de laquelle on lutte pour le contrôle de lieux de parole non légitimés. L'espace public est lié à un État qui devient aussi bien prestataire de services que d'autorité en assurant une nouvelle mission de discipline sociale dont l'objectif est d'éviter les ruptures en gérant les conflits à partir d'espaces de décision et de légitimation politico-administratifs. Mais, dans l'espace public *procéduralisé*, il y a des zones où des représentants d'institutions, de l'État, peu nombreux mais très actifs, revendiquent une citoyenneté active, égalitaire en associant les individus à la décision politique, en les considèrent avec leurs expériences diverses, leurs compétences, leur révolte aussi.

L'espace public *procéduralisé* apparaît aussi fragmenté par des exclusions et des ségrégations qui produisent un ordre discriminant portant sur des actions elles-mêmes et sur des personnes. A l'origine de ruptures dans l'espace public il y a le soupçon ou le malentendu, le colonialisme intérieur vis-à-vis de jeunes Français d'origine étrangère, le mépris et le révolte.

Et à partir de contextes économiques, de morphologies sociales et spatiales différentes se forment notamment des types d'espaces intermédiaires là où se concentrent des formes d'emplois précaire. Ces espaces contiennent des activités plus ou moins visibles sociales, culturelles, économiques, politiques et symboliques qui jouent un rôle fondamental dans la revitalisation de zones vulnérabilisées, paupérisées. Ici se construisent des compétences multiples et variées, plus ou moins visibles.

Dans les espaces intermédiaires, autour de la confiance, de la considération et de l'hospitalité des cultures de l'aléatoire naissent ici et permettent la circulation des ressources de ces "arts de faire avec peu" qui contiennent la prolifération de ruses, d'inventions au quotidien. Les cultures de l'aléatoire se définissent à partir d'inventions discrètes d'un ordre de la précarité subverti par les individus qui le métaphorisent, le font fonctionner sur un autre registre sans le quitter. Mais on ne sait jamais à quel moment et comment elles peuvent évoluer vers des cultures de la pauvreté ou permettre des formes d'intégration professionnelle.

On voit que les situations de précarité économique ne signifient pas nécessairement enclavement spatial; et réciproquement, des segmentations spatiales ne produisent pas nécessairement de la captivité.

Le processus de socialisation des populations en situation précaire dans la ville met à jour aussi des chevauchements entre différents mondes de la production, les contrastes de l'organisation spatiale, la façon dont les lieux de la petite production urbaine parlent des lieux de la grande production urbaine. Et pour penser les mondes de la production et les dynamiques urbaines on est alors tenu de relier espace et emploi, espace et travail et de travailler ensemble les captivités et les mobilités dans la ville, dans le monde de la production, petits et grands, visibles et "invisibles".

**Laurence ROULLEAU-BERGER,
Sociologue CNRS**

Février-Mars 1998 L N°04

Réf. : Société